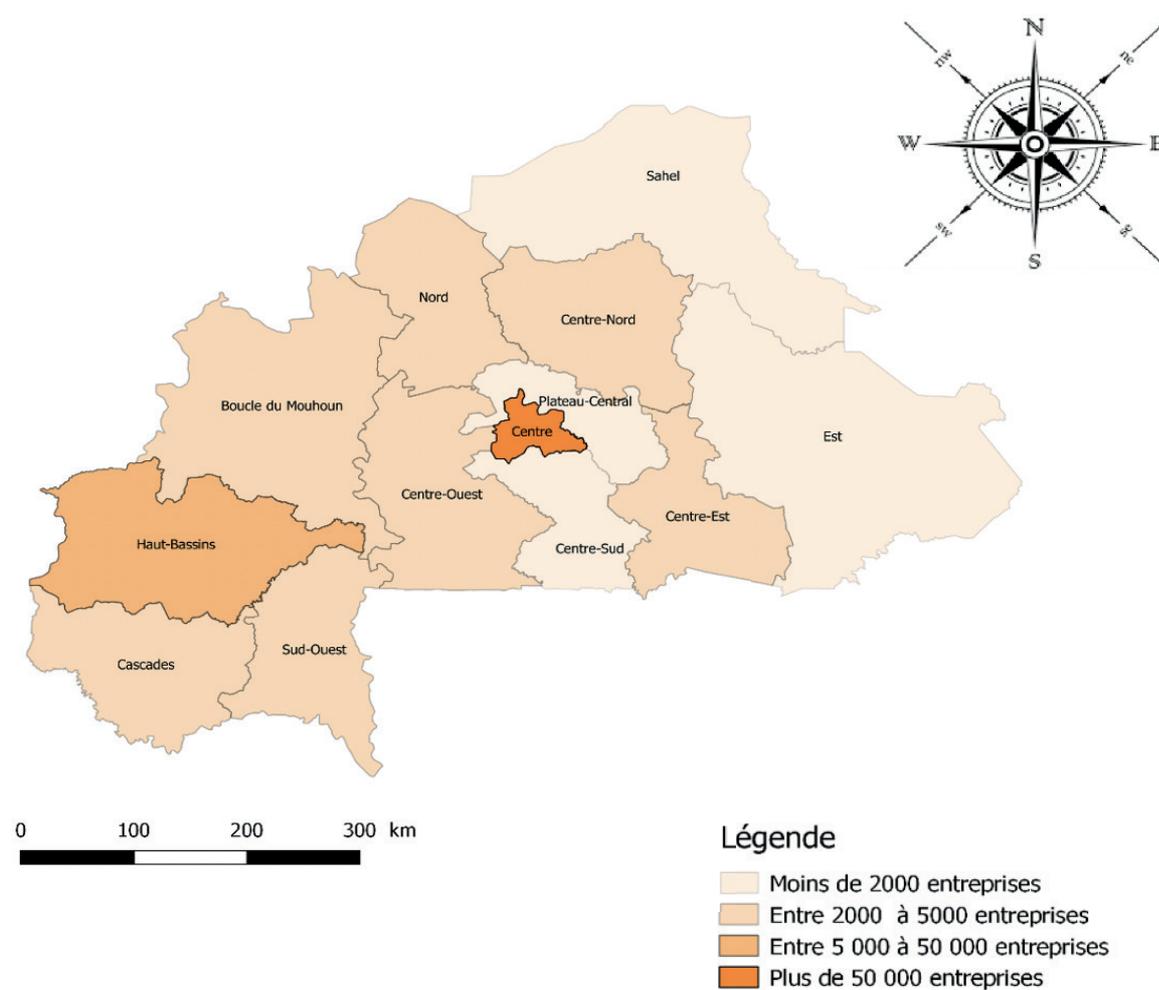


Inclusion financière des femmes dans un contexte de crise sécuritaire au Burkina Faso

CONTRAINTES, DEFIS ET PERSPECTIVES

Dr. Justine COULIDIATI-KIELEM



Plan de présentation

Introduction

Définition ,

I. DEFINITIONS, INDICATEURS ET SCHEMA DE LA FINANCE INCLUSIVE

- 1 - Dimensions de l'inclusion financière
- 2 - Schéma des différents niveaux d'un système financier inclusif et leurs acteurs
- 3 - INDICATEURS DE L'INCLUSION FINANCIERE et schéma de la finance inclusive

II - PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DE LA POPULATION ENTREPRENEURIALE AU BURKINA FASO

- 1 - Principales caractéristiques de la population entrepreneuriale au Burkina Faso,
- 2 - Principales caractéristiques du secteur financier burkinabè : banques et SFD

III - PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DU SECTEUR FINANCIER BURKINABÈ : BANQUES ET SFD ET FN

- 1 - Contraintes rencontrées par les femmes burkinabè dans l'entrepreneuriat
- 2 - Principes directeurs à promouvoir et initiatives à prendre pour l'accès des femmes au crédit
- 3 - Rôle des acteurs dans la promotion des opportunités et l'élargissement de dispositifs pour améliorer l'offre financière

Conclusion

INTRODUCTION

Les pays en voie de développement et ceux d'Afrique en général ont un secteur bancaire en construction. Or les banques constituent les piliers dans toute économie de marché de par leur rôle central. C'est à ce titre que les pays développés ont depuis longtemps, mis en place au centre de leurs préoccupations, un système bancaire de qualité et le taux de bancarisation de leur population excède 80%.

En Afrique, avec le coup d'arrêt porté par la crise de 2008 et la dévaluation de la monnaie en 1994 dans les pays de la zone franc, les marchés financiers jouent un rôle de plus en plus important dans le financement du secteur privé africain. On note ainsi que les flux des capitaux ont été multipliés par plus de six en 10 ans ; l'introduction en bourse de sociétés publiques et privées, l'ouverture de places boursières, la multiplicité des offres de crédits (décentralisé), etc.

Partout en Afrique le secteur de la micro finance c'est développé à coté du système classique des banques, pour prendre en compte les besoins de plus en plus nombreux des populations particulièrement pauvres et les femmes. Cependant, le système bancaire de ns pays a un faible rendement et l'absence d'offre de qualité adapté surtout aux femmes crée un fossé dans l'accès aux ressources productives de leurs entreprises. Les femmes, qui sont appelées aujourd'hui sur tous les champs de batails injectent une part importante de leur bénéfices (84%) pour leur famille : soins des proches dont santé, éducation des enfants.

- Comparativement aux hommes, elles font plus face à plusieurs problèmes qui limitent leur accès aux financements que sont le manque de garantie, le faible niveau de ressources, le faible accès à la terre, l'analphabétisme et le faible niveau d'éducation qui ne leur permet pas capter les informations du marché.
- Cependant, le financement de l'entrepreneuriat féminin constitue un défi à relever si on veut surtout assurer l'autonomisation de la femme et le développement réel des pays à faibles revenus. Le combat reste donc total pour les femmes qui sont confrontées à des problèmes d'accessibilité des fonds qui tiennent compte de leur situation spécifiques.
- Dans cet élan, le Burkina Faso, à l'instar de bien d'autres pays africains, a mis au cœur de ses actions la participation de la femme au processus de développement. L'entrepreneuriat féminin y est perçu comme le fer de lance de l'autonomisation réelle de la femme et du développement du pays.
- Dans ce qui suit, nous allons nous pencher sur l'inclusion financière comme outils indispensable pour permettre l'entrepreneuriat féminin

particulièrement dans un contexte d'insécurité persistante depuis bientôt une décennie.

I. Cadre institutionnel et réglementaire

1 - DEFINITIONS

- Un secteur financier inclusif est un secteur financier ouvert à tous et qui offre une gamme de services financiers à l'ensemble de la population du pays et plus particulièrement aux pauvres et aux femmes. Il est caractérisé par la compétition entre les prestataires de services financiers, la fourniture d'une gamme diversifiée de prestataires de services financiers, la viabilité et la pérennité de l'accès aux services financiers et un environnement légal et réglementaire garantissant l'intégrité du secteur financier et l'accès pérenne aux services financiers.
- Un système de financement inclusif agit à plusieurs niveaux macro, méso et micro.
- Au niveau macro où l'acteur dominant est l'Etat, avec ses partenaires et ses démembrements (collectivités territoriales). A ce niveau, l'Etat doit mettre en place un environnement favorable et porteur, une législation, une réglementation et une bonne supervision.
- Au niveau méso, les principaux acteurs qui sont les banques centrales (BCEAO, BEAC, Banques, SFD), chargés d'assurer les services apportés au secteur, des centrales des risques, des auditeurs et des services techniques,
- Le niveau micro /du marché on retrouve les Banques, SFD, Assureurs, Etat, Femmes. Il s'agit ici des prestataires de détail (banques, SFD, Assureurs) et de la clientèle d'inclusion que sont les femmes, les pauvres et leurs organisations d'intérêt communautaire.

2 - Cadre institutionnel et réglementaire

Cité parmi les pays les moins avancés, le Burkina Faso a mis en place des stratégies de financement inclusifs, piloté par un secrétariat technique pour la promotion de l'inclusion financière (ST-PIF), chargé de coordonner la stratégie nationale de la finance inclusive.

- Le cadre institutionnel est constitué des structures en charge de la supervision, de la surveillance et de la régulation ainsi que de la promotion de l'inclusion financière
- Au plan communautaire, les institutions qui interviennent sont :
 - la Commission Bancaire de l'UEMOA,

- la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), organe commun de régulation et d'émission de la monnaie des 8 pays membres de l'UEMOA ;
- l'Autorité des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine (AMF-UMOA), ex-CREPMF,
- la Conférence interafricaine des marchés d'assurances (CIMA) ;
- la Conférence interafricaine de la prévoyance sociale (CIPRES).
- Au plan national, les missions de supervision, de surveillance et de régulation sont assurées essentiellement par la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique (DGTCP) ET l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Les autres structures d'appui à la promotion de l'inclusion financière autres que le ST-PIF :

- l'Association professionnelle des systèmes financiers décentralisés du Burkina Faso (AP-SFD/BF);
- l'Association professionnelle des banques et établissements financiers du Burkina (APBEF-B);
- l'Association professionnelle des sociétés d'assurance du Burkina (APSAB) et les technologies financières (Fintech).

Existence de plusieurs réglementations :

- La réglementation régissant les Systèmes financiers décentralisés au Burkina Faso composée de textes communautaires et nationaux.
- la réglementation du secteur des assurances,
- La réglementation des établissements émetteurs de monnaie électronique
- La réglementation des fonds nationaux de financement
- La réglementation régissant l'exercice de l'activité de transfert rapide d'argent
- La réglementation régissant les activités postales
- La réglementation régissant les activités des entités de prévoyance sociale.

3 - Les partenaires au développement de l'inclusion financière

- **La Banque Mondiale :** A travers le Projet d'appui à l'inclusion financière et l'accès au financement des PME et le Programme d'appui au développement des économies locales, la Banque mondiale a débloqué 2 780,78 milliards FCFA sur la période 2019-2021 au profit du secteur de l'inclusion financière

- **La Coopération Luxembourgeoise** : Le Grand-Duché de Luxembourg a soutenu le secteur de l'inclusion financière à hauteur de 4 398 558 962 FCFA, soit 104,73% des financements annoncés.
- **La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)** : La BOAD a contribué sur la période de 2020 à 2021 à hauteur de 4 618,46 milliards FCFA. Ce financement, consacré essentiellement à la mise œuvre de l'axe 1 de la SNFI "Améliorer la disponibilité et la fourniture de crédit", est exécuté par le Fonds National de la finance Inclusive (FONAFI). Il a pour objectif la mise en place de mécanismes de financement, notamment le refinancement pour les SFD à taux préférentiel.
- **Le Royaume de Belgique** : Dans son programme de 2019- 2023, le Royaume de Belgique a mobilisé à travers ENABEL la somme de 1 366 340 014 FCFA pour la finance inclusive au Burkina Faso.
- **La Coopération Suisse** : appuis certaines structures tels que le FONAFI et l'ONG Tré Aïd. Ainsi, elle a accompagné respectivement le refinancement de SFD et la formation suivant l'approche "des racines au marché" des exploitants des produits forestiers non ligneux dans plusieurs régions du pays.
- **La Coopération Allemande** : participe aux efforts de développement du monde rural et principalement du secteur agricole à travers la finance agricole : en 2021 mise en place du Projet de promotion du financement agricole (Profana) exécuté par la GIZ. D'un coût de 03 milliards FCFA, Ce projet vise l'amélioration de l'accès de 15 000 exploitants et 200 entreprises rurales agro- industrielles aux services financiers adaptés à leur système d'exploitation

4 - Les ONG intervenant dans l'inclusion financière au Burkina Faso

- **Plan International Burkina-Faso** intervient dans le secteur éducatif pour l'amélioration de l'accès à un enseignement basique de qualité, en particulier pour les filles et les plus marginalisés. La contribution de Plan International Burkina Faso en matière d'inclusion financière est évaluée à 2 673 961 791 FCFA.
- **Tré Aïd** : l'ONG Tré Aïd à travers le projets "produits forestiers non ligneux (PFNL)", Woo panic et AGRA. Tré Aïd accompagne le monde rural à s'assurer de sources régulières de revenus à travers des moyens innovants de récolte des produits des forêts locales, la transformation et la vente de ces produits.
- **Le Cadre de concertation des ONG/Associations actives en Education de Base du Burkina Faso**
Le CCEB-BF intervient pour la promotion de l'éducation sociale et financière avec un accent sur le développement des compétences de vie courante,

prioritairement les acteurs du système éducatif. En ce qui concerne l'inclusion financière, le renforcement des capacités des populations en éducation sociale et financière en 2021, a concerné 2199 élèves (dont 1386 filles), 60 animateurs de la vie scolaire des lycées et collèges, 32 facilitateurs, 60 formateurs des formateurs et 30 journalistes ont été formés

- **Catholico Relief Services- USCCB** : intervient dans la promotion de l'inclusion financière, principalement sur l'autonomisation des agriculteurs à travers des projets d'agriculture de subsistance et la mise en place de Communautés d'épargne et de crédits internes (SILC). L'autonomisation des agriculteurs a couvert plus de 8 000 producteurs de coton biologiques

5 - LES INITIATIVES EN FAVEUR DE L'INCLUSION FINANCIÈRE AU BURKINA FASO

1. Initiatives des fonds nationaux (FN) :

- Au delà de toutes ces initiatives, le Burkina Faso a mis en place des FN de financement qui sont régis par les textes législatifs et réglementaires

2. Finance digitale à promouvoir

- Les acteurs mettent un accent sur les facteurs clés pouvant accélérer la digitalisation.

- Le Fonds d'équipement des Nations unies (UNCDF) accompagne un groupe de travail (Burkina Faso, à Ouganda, Népal, Îles Salomon), à l'élaboration du Tableau de bord de l'économie numérique inclusive (IDES). un outil pour identifier les principales contraintes du marché qui entravent le développement d'une économie numérique inclusive et qui éclaire sur la prise de décisions pour la transformation numérique par les Gouvernements.

3. Finance islamique

- C'est l'ensemble des transactions et produits financiers conformes aux principes de la loi islamique : interdiction de l'intérêt, de l'incertitude, de la spéculation, d'investir dans les secteurs considérés comme illicites (alcool, tabac, les jeux, les armes, etc.), ainsi que le respect du principe de partage des pertes et des profits..

4. Finance agricole et assurance agricole pour favoriser l'accès du monde rural au financement.

- Perspective de création du Fonds de développement agricole (FDA) destiné au financement des microprojets de production, de transformation et de commercialisation des produits agricoles. (en 2021 la BADF a contribué pour 2 250 000 000 FCFA

- Le programme Agri+ mis en œuvre par SOS Faim vise à faciliter l'inclusion financière agricole au Mali et au Burkina Faso ; accès de 2757 Exploitants Agricoles Familiaux à plus de 473 millions de FCFA grâce à sa Ligne de crédit aux SFD et son fonds de garantie destiné aux banques.

La finance verte embryonnaire au Burkina Faso, elle vise à

- assurer la transition vers une économie durable est encore à travers des projets ne portant pas atteinte à l'environnement mais qui favorisant le développement d'une économie circulaire, efficiente, inclusive et propre.

- Exemple du programme Clean Energy for Peoples Résilience (CE4PR) lancé en juillet 2021 et qui complété le projet PARI de l'UNCDF, CE4PR vise pour le renforcement de la résilience économique et l'adaptation aux changements climatiques des segments les plus vulnérables de la population.

- Cibles : femmes, jeunes, petits exploitants agricoles, petits entrepreneurs, micro et petites entreprises et les réfugiés, des zones rurales et périurbaines du Burkina Faso.

L'éducation financière et la contribution de la recherche à l'inclusion financière occupent de plus en plus une place importante et permet de mettre à jours les facteurs déterminants de l'accès équitable aux ressources productives pour assurer le développement durable de ce pays,

6 - Indicateurs et dimensions de l'inclusion financière

On note plusieurs dimensions de l'inclusion financière

- L'inclusion financière ne se limite pas seulement au secteur de la microfinance, elle concerne tout aussi bien le secteur des banques commerciales et celui de la méso finance. Or, dans tous les pays membres de l'UEMOA la méso finance est non structuré, alors que c'est par elle que pourra se jouer l'inclusion financière au service des petites entreprises et des initiatives individuelles et familiales, notamment en milieu rural.

- On note essentiellement cinq dimensions de l'inclusion financière portant sur :

- L'accès c'est-à-dire la proximité physique et un coût abordable

- La qualité c'est-à-dire la correspondance du produit financier développé aux besoins des consommateurs

L'utilisation régulière, fréquente et durable

Le bien être c'est-à-dire favorise l'amélioration des conditions de travail et de vie de l'utilisateur

De nombreuses disparités sont évidentes (i) entre la ville et la campagne, (ii) entre les hommes et les femmes, et (iii) entre ceux « qui ont » et ceux « qui n'ont pas » d'accès monétaires.

- Le nombre de points de services : 551
- le nombre de bureaux de postes (CNE) : 60 dont 104 agence postale en 2021
- Taux d'utilisation des services bancaires en 2021 : 15,56%
- Taux d'utilisation des services de micro finance en 2021 : 14,26%
- La part de la population ayant accès aux services financiers : 5,1%

Il existe d'autres formes informelles de microfinance:

- Les souscriptions de porte à porte, de stand à stand, de boutique à boutique, de domicile à domicile, soit pour des micro assurances soit pour constituer des fonds communs de solidarité,
- Au regard de l'importance de ce type de microcrédit, une étude nationale sur l'état des lieux et l'ensemble des pratiques susceptibles d'être prises en compte dans l'inclusion financière.

7 - Inclusion financière et problématique de l'accès aux crédits de la femme entrepreneure au Burkina Faso

- Les entrepreneurs rencontrent plusieurs problèmes de financement soit pour la création ou pour le renforcement de leur entreprise dans la plupart des pays africains. En effet, il n'existe pas un système de méso finance qui se positionne entre les systèmes de la finance classique des banques et celui de la microfinance (privé ou des systèmes financiers décentralisés, etc.). De ce fait, les artisans, les micros et petites entreprises, voire les moyennes entreprises, sont soit rejetés par le système bancaire formel qui évoque souvent le manque ou l'insuffisance de garanties, soit du fait de leur petite taille ou d'une structure financière insuffisante ou encore, parce que les porteurs ne sont pas informés ou qu'ils hésitent à emprunter.
- Aussi, il s'est développé un peu partout en Afrique, le cautionnement solidaire, qui est basé sur le principe de l'aide réciproque au sein d'un même métier ou entre ceux et celles qui l'utilisent. Comme véritable courroie de

transmission entre l'établissement de crédit et l'entrepreneur ou l'artisan, il permet, aux entrepreneurs démunis d'avoir accès aux services financiers.

- De plus, du côté des intermédiaires financiers, il ressort régulièrement que l'offre de services aux personnes démunies est incompatible avec leurs exigences de viabilité financière. Or, de leurs cotés, les entrepreneures et porteurs de projets d'entreprise, le manque de biens réels à offrir en garantie et les coûts de transaction très élevés, sont les principaux facteurs déterminant l'exclusion des (nouveaux) entrepreneurs des marchés financiers. Aussi, le cautionnement solidaire apparaît comme une alternative qui réduit les coûts de transaction et conforte les banques réticentes à prendre trop de risque en prêtant sans garantie.

- Par ailleurs, il ressort que les entrepreneurs reprochent aux banques d'être frileuses et d'exiger trop souvent des garanties démesurées ; la lourdeur et la longueur dans le traitement des dossiers et le taux d'intérêt trop élevé du crédit découragent les demandeurs, et que les banquiers ne sont pas sur le terrain pour comprendre les réalités des entreprises et mieux connaître et apprécier leurs activités, et donc le risque (étude P.C. Damian et all).

- Globalement, les contraintes qui pèsent généralement sur le développement des entreprises sont liées à l'accès au financement et se justifient par :

- l'absence de plan d'affaires des demandeurs de crédits et la qualité insuffisante des dossiers soumis aux institutions de financement ;
- l'absence ou la qualité insuffisante des informations comptables ;
- la longueur des procédures et la lourdeur des conditions d'accès au financement ;
- L'absence ou l'insuffisance de garanties réelles ou personnelles demandées par les banques ;
- L'insuffisance de structures de garantie ou de cautionnement pour soutenir les requêtes de financement.

II. Principales caractéristiques de la population entrepreneuriale au Burkina Faso

1 - Contexte d'insécurité d'une population majoritairement jeune et féminine

- La situation socioéconomique du Burkina Faso est caractérisée par un niveau de pauvreté élevé (40,1%), une population à majorité rurale (73,86%) et numériquement féminine (51,7%). Les jeunes de moins de 25 ans représentent 64,2% de cette population. Le niveau d'éducation est faible et

les ¾ de la population est analphabète,

- Les défis sécuritaires très élevés met le Burkina à rudes épreuves
- Le Burkina est le quatrième pays le plus touché par l'extrémisme violent
- Au 31 octobre 2022, le nombre de PDI était de 1 810 105 (CONASUR)
- L'insécurité touche plus les femmes et les jeunes
- L'exacerbation de la crise sécuritaire a fait reculer tous les indicateurs sociaux de base et des droits humains et saper ainsi tous les efforts de développement fournis par ce pays,

2 - Entreprises formelles et informelle

2 - 1. Les entreprises formelles 2012

- Les plus importantes numériquement exercent dans le Commerce, l'Immobilier et la Construction.
- Les entreprises individuelles sont les plus nombreuses, suivi de loin par les Société anonymes à responsabilité limitée (SARL). Les autres formes juridiques sont encore très faiblement représentées.
- Les entreprises minières en pleine évolution, occupent régulièrement le 1er rang en termes de chiffre d'affaires depuis la dernière décennies
- Les activités qui comptent le plus d'employés : égrenage de coton, fabrication du sucre, les services de gardiennage, les sociétés minières.
- Le secteur primaire, grande source de création d'emploi et de richesses, est toujours peu modernisé et compte le plus grand nombre d'exclus avec l'inclusion financière,

2 - 2. Les entreprises informelles avec 46,4 % du PIB en 2012

- Le secteur primaire (agriculture, élevage, environnement) concentre encore la plus grande partie de l'économie informelle (29 % du PIB national) et 63 % du PIB de l'économie informelle totale en 2012. Ce secteur étant essentiellement dominé par l'agriculture vivrière (petit producteur familial sans statut juridique d'entreprises), la possibilité de transformation de cette partie demeurera très lente.
- les secteurs secondaire et tertiaire ont contribué à 17,2 % du PIB et représente près 37 % de l'informel total.

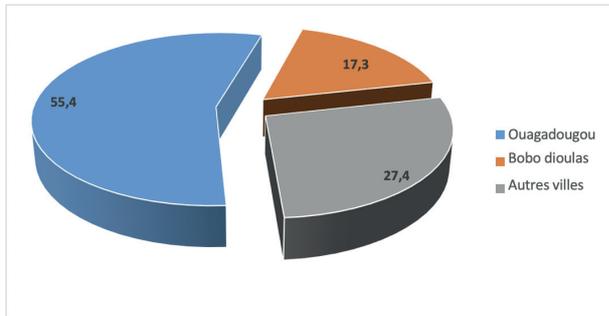
L'informel de ces deux secteurs constitue une source importante pour la transformation de l'économie et l'accélération de la croissance.

Comparaison : Afrique du Nord : 37,7% du PIB ; Asie: 24% du PIB; Caraïbes :

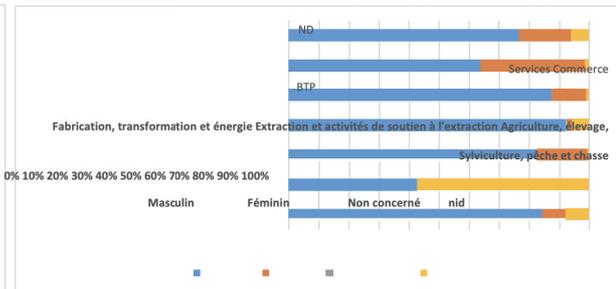
22,2% du PIB, Amérique latine : 30,6%

Banques : ventilation des entreprises et des services selon le sexe

• Répartition des entreprises selon la localité (%)



Répartition selon le type et le sexe



Entreprises selon la branche d'activité, la taille, le sexe

On note une prédominance des entreprises commerciales suivie par celles des services puis par les industries.

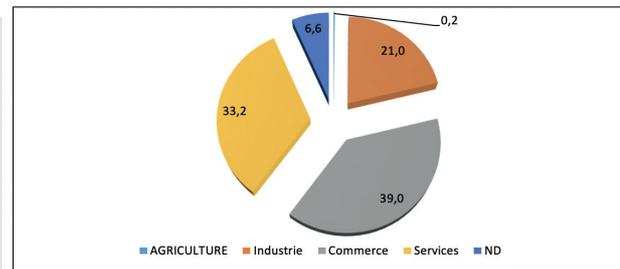
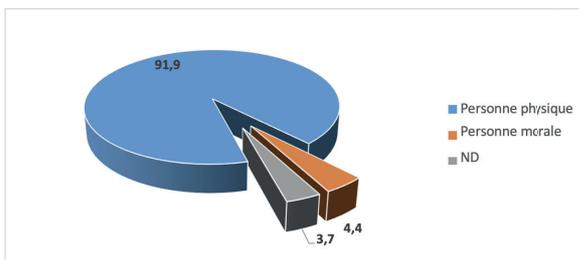


Figure 2.12 : répartition des entreprises selon la taille

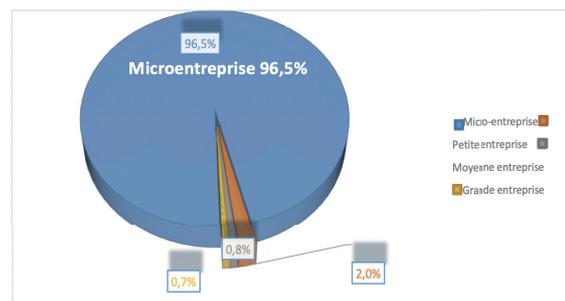
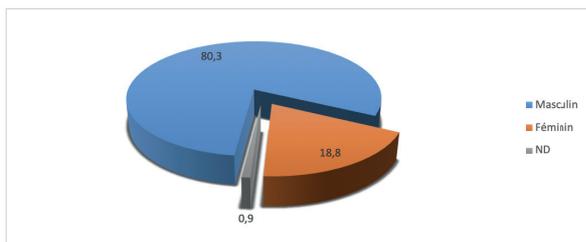
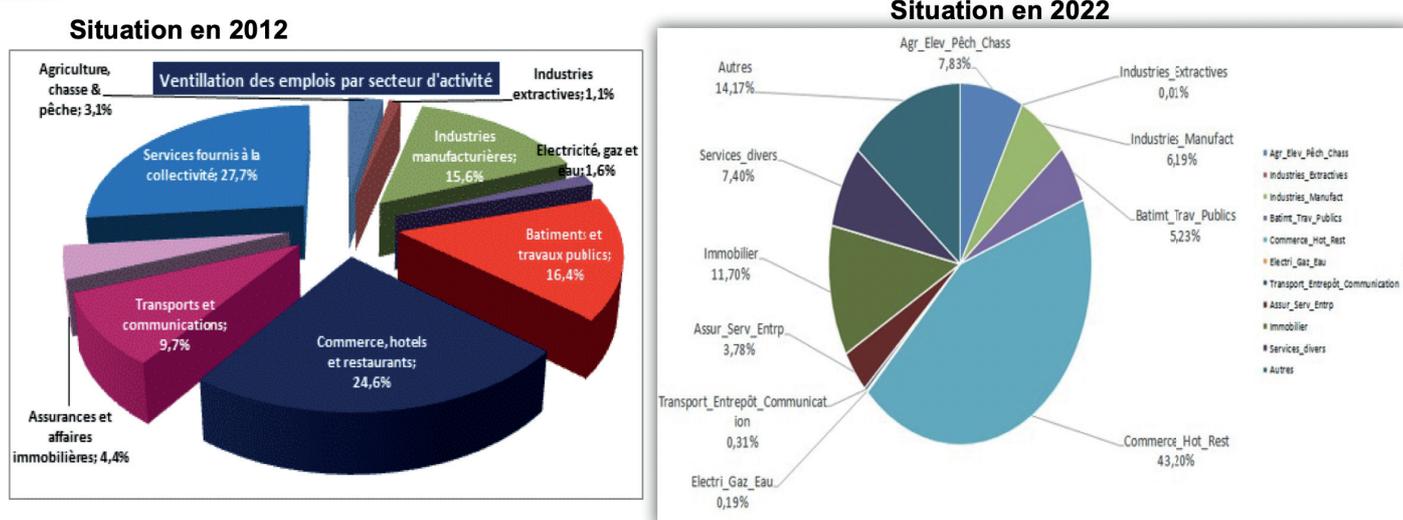


Tableau 2.2: répartition des entreprises selon la branche d'activités
Source : INSD, RIC VII

Source : INSD, RIC VII

Banques : ventilation des emplois par secteur d'activité ②



- **66.4%** des crédits accordés par le système bancaire burkinabè vont au secteur tertiaire
- **34.6%** pour le secteur secondaire
- **3.1% en 2012 et 7,83% en 2022** pour le secteur primaire qui représente plus du tiers de l'économie; **ces taux mesure la faible inclusivité des ruraux au système financier burkinabè**

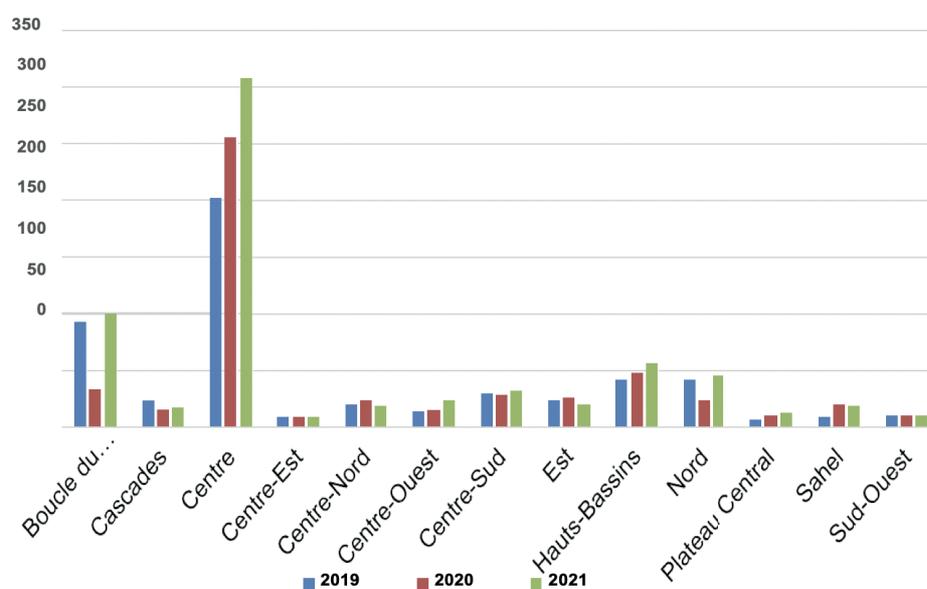
III. PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DU SECTEUR FINANCIER BURKINABE : BANQUES ET SFD

1 - Physionomie des banques au Burkina Faso

- 15 banques au Burkina Faso classées en sous-groupes :
 - Les banques appartenant à un groupe bancaire français et américains (SGBB, BICIA-B, BRS/ORABANK);
 - Les banques appartenant à un groupe bancaire panafricain (Ecobank, UBA, BOA, BSIC, BABF, CBAO) : elles profitent d'une stratégie régionale ;
 - Les banques n'appartenant pas des groupes bancaires : (Corise Bank International, BHBF, BCB). Corise Bank International émerge grâce à sa connaissance du marché, sa politique d'extension du réseau et la qualité de ses prestations.
- en 2021 le taux de bancarisation strict est de 21,2%

2 - Répartition régionale des points de services des SFD au Burkina Faso

Graphique 7 : répartition des points de services des SFD par région entre 2019 et 2021



Source : DSC-SFD/DGTCP, 2022.

On note en 2021, sur 668 points de services.

La région du centre à elle seule abrite 308 points de service (46,11%),

La région de la Boucle du Mouhoun avec 100 points de service (14,97%) Les Haut-Bassin enregistrent 56 points de service (8,38%).

Les 10 autres régions se répartissent 204 points de service représentant 30,54% de l'effectif.

Les zone en proie à l'Extrémisme violent sont font parties des localités les moins couvertes

3 - Evolution du nombre de SFD selon le statut juridique de 2019 à 2021

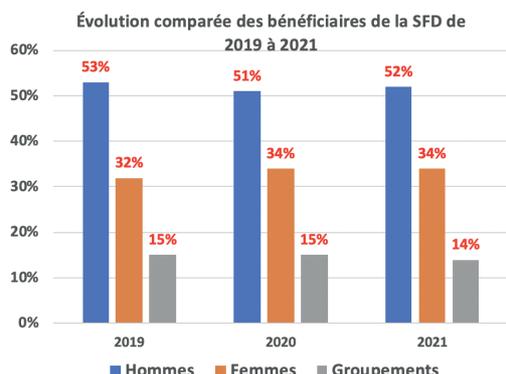
Tableau 1 : évolution du nombre de SFD selon le statut juridique de 2019 à 2021

Statut juridique	Années		
	2019	2020	2021
Nombre total de SFD	132	135	135
Institution mutualiste ou Coopérative d'épargne et de crédit (IMCEC)	103	102	103
Associations	1	11	11
Société anonyme (SA)	1	18	17
Société à responsabilité limitée (SARL)	4	4	4
Nombre de points de services	518	626	668

Source : DSC-SFD/DGTCP, 2022

le nombre de SFD a connu une hausse de 2,27% de 2020 à 2021.
 126 soit 93,33% ont transmis leurs états de reportions trimestriels
 le nombre de points de services a connu une progression de 28,96% de entre 2019 et 2021

4 - Évolution comparée des bénéficiaires de la SFD de 2019 à 2021



Période	2019		2020		2021	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Hommes	748 538	53%	802 894	51%	863 114	52%
Femmes	453 901	32%	529 089	34%	562 259	34%
Groupements	216 687	15%	228 364	15%	240 470	14%
Total	1 419 126	100%	1 560 347	100%	1 665 843	100%

De 2019 à 2021, le nombre des membres/clients des SFD a connu une hausse de 6,76%.

Les femmes représentent en moyenne 33,26% des membres sur la période de 2019 à 2021 en termes de détenteurs de comptes individuels.

On note une progression du nombre de leur compte individuel qui est passé de 453 901 à 562 259 entre 2019 et 2021 soit une progression de 23,87%.

5 - Evolution du nombre des bénéficiaires des financements des FNF de 2019 à 2021

Les FNF ont visé surtout l'améliorer de l'inclusion financière des femmes, des jeunes et des agriculteurs, par ailleurs, majoritaires dans le secteur informel. Les bénéficiaires du FAARF représentent 94,3% sur la période. Le réseau d'agences postales a connu une baisse pour des raisons d'insécurité: de 113 agences en 2019 au 31 décembre 2019 à 110 agences en 2020 et à 104 agences en 2021,

Tableau 2 : bénéficiaires des financements des FNF de 2019 à 2021

Fonds nationaux de financement	2019	2020	2021
Fonds de développement culturel et touristique (FDCT)	23	21	18
Agence de financement et de promotion des petites et moyennes entreprises (AFP-PME)	49	202	342
Fonds d'appui à la promotion de l'emploi (FAPE)	304	866	1 041
Fonds de développement de l'élevage (FODEL)	370	300	567
Fonds d'appui aux activités rémunératrices des femmes (FAARF)	133 192	120 888	132 583
Fonds national d'appui aux travailleurs déflatés et retraités (FONA-DR)	62	95	74
Fonds d'appui au secteur informel (FASI)	2 225	8 032	1 765
Fonds burkinabè de développement économique et social (FBDES)	39	166	271
Fonds d'appui aux initiatives des jeunes (FAIJ)	545	588	353
Fonds national de la finance inclusive (FONAFI)	-	-	5 144**
Total	136 809	131 158	142 158

Source : DSC-SFD/DGTCP, 2022.

Le montant total des crédits octroyés par les FNF a cru de 2019 à 2021. Il est passé de 21, 869 milliards FCFA en 2019 à 36, 498 milliards FCFA en 2020, soit une hausse de 66,89%.

En 2021, il se situe à 49, 446 milliards FCFA, soit une hausse 35,48% par rapport à l'année 2020.

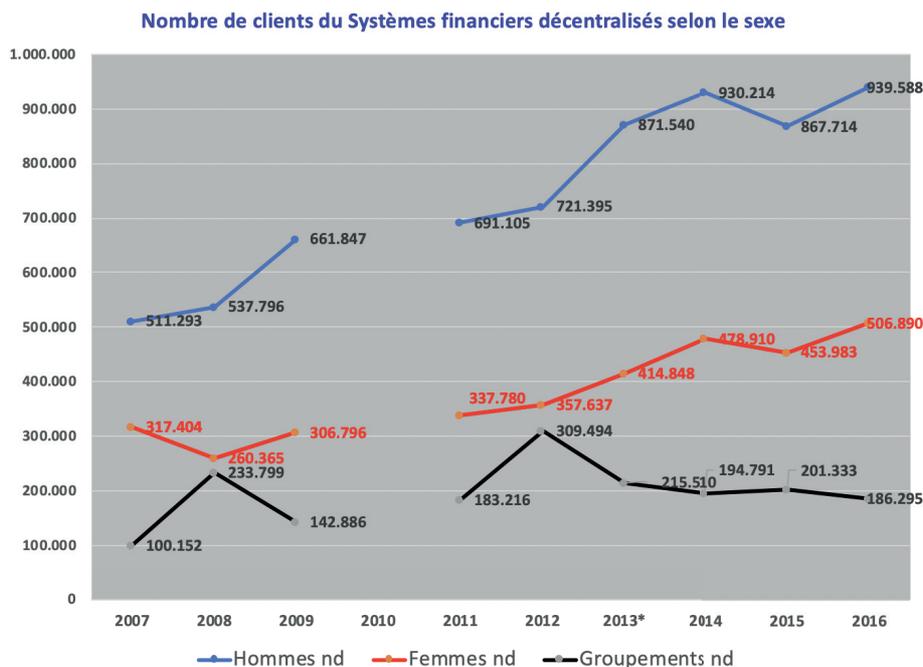
Les femmes ont accès à tous ces fonds, De plus, des crédits spécifiques du FAARF sont dédiés aux femmes. Les crédits du FAARF et du FBDES représentent 76,46% du total des crédits octroyés en 2021 par les FNF. En effet, soit respectivement 21, 449 milliards FCFA et 16, 355 milliards FCFA de crédits. La part du FAARF : 50%, 40% et 43% entre 2019 et 2021

Le FONAFI dont le mode d'intervention diffère des autres, a refinancé les SFD en 2020 à hauteur de 6,287 milliards FCFA et en 2021 avec un montant de 1,524 milliards FCFA.

6 - Evolution du nombre de clients du Systèmes financiers décentralisés selon le sexe (2007 à 2016)

On note une évolution haussière dans l'ensemble mais plus forte pour les hommes que pour les femmes.

Les groupements sont moins représenté et depuis 2012, on note une tendance à la baisse importante de leur accès au système SFD



IV. LES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES PAR LES ACTEURS - DEFIS ET PERSPECTIVES

1 - Contraintes et difficultés rencontrées par les acteurs

D'abord, au niveau des difficultés d'ordre général, l'insécurité grandissante a conduit (i) à la fermeture de plusieurs points de service des SFD, de la Poste Burkina et des EME et (ii), à la détérioration de la qualité du portefeuille des institutions financières ainsi qu'à la destruction des infrastructures de télécommunication, Cette situation c'est aggravée avec le contexte sanitaire qui a conduit au (i) ralentissement des activités économiques, (ii) limitant les échanges commerciaux. Et (iii) à la dégradation de la qualité de leur portefeuille,

Ensuite, l'inégale répartition des agences des fournisseurs de services financiers de base sur le territoire national, le faible niveau de développement de l'infrastructures numériques et le coût élevé de la connexion internet ne permettent pas de rapprocher significativement les structures de financement aux populations surtout des campagnes,

Par ailleurs, on note une faiblesse du nombre de publications scientifiques dans le domaine pour éclairer les décideurs. À cela, s'ajoute une insuffisance de renforcement de capacités du personnel des SFD sur les thématiques innovantes techniques.

Les difficultés d'ordre spécifique se résument aux insuffisances liées à la gouvernance dans certains SFD, à l'absence de refinancement des SFD, à la

faible éducation de la population sur les produits d'assurance et le faible financement des activités de suivi. De plus, la non fiabilité et la transmission tardive des données à la tutelle par certains SFD, la non prise en compte des données d'assurances dans la détermination des indicateurs d'inclusion financière et le manque de synergie entre les ONG/services promouvant la microfinance communautaire, freinent le développement de ce secteur,

Il faut noter par ailleurs l'existence de difficultés de recouvrement des crédits octroyés et le manque d'information entre les PSF et la population qui limitent les performances des systèmes de financement inclusifs

Défis majeurs des acteurs et perspectives dans un contexte d'insécurité

Le premier défi majeur que le Burkina Faso doit relever est l'amélioration de l'accès au financement tout en assurant la pérennité du refinancement des SFD, de la poste et des fonds spéciaux dédiés aux femmes et aux jeunes qui ont moins accès aux financements en leur octroyant les crédits à des conditions abordables et adaptées. Il faudra ensuite assurer l'expansion de la finance digitale tout en mettant en place un cadre de concertation sur la finance digitale qui permet l'ouverture du service supplémentaire pour les données non structurées (USSD) et l'application de la numérisation des paiements. Dans la foulée, le développement de l'éducation financière des populations nécessite un vaste programme national intégré de renforcement de l'inclusion financière, qui intègre une coordination formelle des actions d'éducation financière au ST-PIF. L'élaboration et la mise en œuvre d'un Programme spécial de formation financière des femmes, notamment rurales, dans chacune des Régions et province est indispensable.

Aussi, au regard de la place prépondérante de l'agriculture dans ce pays, le financement agricole et la micro assurance agricole est à privilégier. Pour ce faire, il faut réaliser une étude de faisabilité sur la finance agricole et les produits assurantiels pour renforcer les actions des intervenants dans le secteur, Le Renforcement du financement de la SNFI, la consolidation des partenariats existants et la recherche de nouveaux partenaires d'inscriront dans la dynamique de diversifier et d'accroître l'offre de financement,

CONCLUSION

- Le principe directeur pour promouvoir l'inclusion financière des femmes particulièrement celles des zones rurales est une exigence pour le développement et la paix en Afrique et tout particulièrement au Burkina Faso. En effet, c'est par l'inclusion financière que l'on peut agir pour réduire significativement l'écart d'accès aux ressources productives entre villes et campagnes, entre hommes et femmes, entre personnes instruites et personnes non instruite entre pauvres et riches.
- Le développement de l'accès des femmes au crédit doit mettre en bonne place leur plus grande accessibilité aux produits et leur accompagnement dans la mise en œuvre de leur projet entrepreneurial jusqu'à leur propre envol, Il s'agira aussi de leur donner une meilleure sécurisation des investissements, d'améliorer leur productivité et leur compétitivité. Pour mieux réussir, le financement des entreprises féminines requiert une meilleure connaissance de l'environnement de la femme entrepreneure en vue de prendre en compte la réalité socio-économique et culturelle pour leur proposer des contrats de confiance adaptés à l'avenir de leurs business.
- L'éclosion d'entreprises privées et de PME/PMI initiées par des femmes, nécessite la mise en place des incubateurs et pépinières d'entreprises spécialisées pour les femmes afin de permettre l'éclosion ou le progrès d'entreprises soit nouvelles soit en développement. Cette stratégie exigera la création d'un Fonds de capital risques pour favoriser l'accès, notamment des femmes, aux différents financements et contribuer à renforcer leurs fonds propres. Les structures d'appui conseils spécialisées dans les entreprises initiées par des femmes mis en place par l'Etat en coopération avec des PTF ou par des privés et Fonds de Bonification d'Intérêts et de prêts d'honneurs contribueront à créer l'émulation.
- Dans un contexte d'insécurité, le Burkina doit s'en servir pour mettre en place des politiques hardies de développement basées sur ses propres forces. La pauvreté, le sous-emploi, la corruption, la pauvreté, la mal gouvernance, etc..., constituent des terreaux fertile de la radicalisation et de l'extrémisme violent.
- La situation d'insécurité doit être vue comme une opportunité pour refonder l'Etat burkinabè à travers une gouvernance basée sur l'équité, a justice sociale et les valeurs fondamentales du vivre ensemble et de la cohésion sociale de sa culture. Aussi, la promotion des Entreprises Communautaires Sociales Solidaires, particulièrement dans les communautés (village, communes) à hauts défis sécuritaires libérées doit viser à créer ou à augmenter les revenus des populations en vue d'autonomiser les communautés et les organiser à prendre en main leur développement à travers les ECSS et à contribuer à

assurer leur propre sécurité. Cette stratégie est par ailleurs porteuse d'espoir d'une meilleure réconciliation des populations /des communauté en vue d'assoir une paix durable au Faso.

- L'équité et la justice sociale sont à placer au centre de la gouvernance de nos pays en crise si nous voulons une paix durable et un mieux vivre des populations